



CONFERENCE OF INGOs
OF THE COUNCIL OF EUROPE
CONFERENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE



Committee on Environmental and Health crisis : Governance and solidarity challenges
Comité Crise environnementale et sanitaire : Enjeux de gouvernance et solidarité

Appel des ONG membres du Comité Crise environnementale et sanitaire de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe

en vue de la **COP 28**

Dubaï 30 novembre - 12 décembre 2023

Pour une action urgente, locale et systémique

La COP28 fera le premier bilan de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, à mi-parcours de l'Agenda 2030, alors même que les températures mondiales et les émissions de gaz à effet de serre battent des records. Les catastrophes naturelles provoquées par des événements climatiques extrêmes s'aggravent et se conjuguent à la menace d'effondrement des calottes glaciaires et celle de la fonte du pergélisol, libératrice de méthane et de pathogènes. Elles augmentent la perte de ressources naturelles liée à la réduction de la biodiversité, à la pollution de l'air et de l'eau ainsi qu'à la dégradation lente des sols et des sous-sols.

Aujourd'hui alarmées par le faible engagement des Etats Parties confirmé par le **Rapport sur les écarts d'émissions** du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) du 20 novembre 2023 qui fait redouter une augmentation de la température de 2,5 à 2,9°C, bien au-delà de la limite du 1,5°C fixée par l'Accord de Paris,

les ONG membres du Comité Crise environnementale et sanitaire appellent à une action urgente, locale et systémique, fondée sur 4 priorités :

1. Penser globalement et agir localement, de manière transversale, avec une mobilisation forte de la société civile

Actuellement, les villes concentrent 80 % de la richesse mondiale. Elles accueilleront près de 70 % de la population d'ici 2050, faisant de l'urbanisation un défi historique. Elles **sont aujourd'hui responsables de la consommation des deux tiers de l'énergie mondiale, et de 70% des émissions mondiales annuelles**. C'est donc bien **dans les villes et les régions que se joue le défi, et qu'il faut le gagner**.

La grande majorité des pouvoirs locaux et régionaux appellent à des actions décisives pour protéger les populations et leur cadre de vie. Tous sont prêts à jouer leur rôle pour contenir à court terme les effets immédiats du changement climatique, pour agir à moyen et long terme en faveur d'un développement responsable. Tous s'accordent à être les protagonistes des actions et des politiques entreprises et planifiées au niveau mondial. Le rôle de l'administration locale est essentiel car il s'agit de la couche de gouvernement la plus proche de la population, qui dispose d'un pouvoir décisionnel et de dépense souvent important. Tous doivent agir en lien avec la société civile.

2. Promouvoir une action systémique et une synergie entre prévention et adaptation

Les Objectifs du Développement durable recommandent d'accélérer la transition énergétique et de réduire les émissions avant 2030 par **une approche « englobant la nature, les personnes, les vies et les moyens de subsistance au cœur de l'action climatique »**.

Nos ONG appellent à l'adoption

- **de plans de prévention des risques régionaux et locaux** qui développent une **synergie entre atténuation et adaptation, établis en lien avec la population pour cuirasser la résilience des territoires** ;
- **d'un volet systématique d'adaptation aux prévisions les plus pessimistes** dans les plans d'aménagement et d'urbanisme, les plans de prévention contre les risques naturels, industriels et de santé, les projets de construction et de rénovation de l'habitat, les plans de sauvegarde de l'agriculture jumelée à la protection de la biodiversité ;
- **d'une focale permanente sur les enjeux climatiques dans l'éducation et la formation** pour construire une culture climatique citoyenne et développer les compétences nécessaires à la transition climatique ;
- **d'un portail vers des mesures pilotes**, qui associe l'ensemble des services et des opérateurs compétents, pour en faire le guichet unique d'un service public et individuel de l'adaptation ;
- **d'un outil statistique de suivi de secteurs tels que ceux de l'industrie et du tourisme**, afin de construire des analyses prospectives et une stratégie d'adaptation et de sauvegarde efficace.

3. Fonder la transition sur la sobriété et la mise en place d'une économie circulaire

Les difficultés économiques et financières de la plupart des états appellent à une production de richesse générée par **la limitation du gaspillage d'énergie**, mais aussi **par une économie circulaire qui rejette le dumping social et environnemental et qui mobilise l'ensemble de la population**.

Nos ONG appellent à

- **une plus grande implication de la recherche fondamentale et appliquée sur la sobriété, une diffusion et une vulgarisation systématiques des travaux** effectués et d'exemples de bonnes pratiques avec le recours à des professionnels qualifiés pour guider la transition de manière transversale ;
- **des choix et des politiques, conçus avec la participation active des usagers pour soutenir une économie circulaire et sociale effective**, favorisant de nouvelles formes d'emploi et de développement ;
- **des actions transversales coordonnées et intégrées à tous les niveaux d'administration territoriale**, qui rassemblent secteurs public et privé, décideurs politiques et citoyens.

4. Promouvoir un changement de paradigme centré sur la santé

Nos ONG se félicitent de la journée dédiée par la COP28 à la santé. Elles **appellent à l'adoption**

- **d'outils juridiques cohérents** capable de favoriser la résilience par une action commune à tous les niveaux de territoire, **dans tous les secteurs de la santé humaine et environnementale impactés par le dérèglement climatique**, conformément au principe «One Health»,
- **d'une anticipation du risque sanitaire basé sur les prévisions les plus pessimistes** pour les malades et les personnes en situation de handicap, les jeunes enfants et les personnes âgées qui-souffrent plus intensément des vagues de chaleur, de la précarité énergétique et de l'accroissement de la pollution de l'air. Son inscription doit être systématique à l'ordre du jour de l'ensemble des organes de l'écosystème sanitaire.
- d'un appui à la conception **de villes inclusives fondées sur le renforcement de la famille pour répondre aux risques sanitaires** (Cf. Alliance mondiale de la Déclaration de Venise)

Chaque instant gagné est crucial. Des actions et des accords sont nécessaires à l'échelle mondiale mais ils ne peuvent être efficaces qu'au niveau local, avec une approche systémique et l'appui de la société civile, selon le principe de subsidiarité.

C'est l'appel que nous lançons aux négociateurs et aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Dubaï.